



DÉPARTEMENT DE LA SEINE-MARITIME

Envoyé en préfecture le 19/05/2023

Reçu en préfecture le 19/05/2023

Publié le

S<sup>2</sup>LOW

ID : 076-217604479-20230517-M\_DL230515\_044-DE

## EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

### **Nombre de conseillers en exercice : 33**

L'an deux mille vingt trois, le quinze mai à 18 heures 00 par suite de la convocation de Monsieur le Maire en date du 9 mai 2023 le Conseil Municipal s'est réuni à la Maison de l'Enfance et de la Famille - Salle La Minot, sous la présidence de Monsieur Jérôme DUBOST, Maire

### **Présent(e)s : 27**

Jérôme DUBOST, Fabienne MALANDAIN, Nicolas SAJOUS, Agnès SIBILLE, Eric LE FEVRE, Pascale GALAIS, Yannick LE COQ, Christel BOUBERT, Véronique BLONDEL, Gilles BELLIERE, Patrick DENISE, Cédric DESCHAMPS-HOULBREQUE, Isabelle NOTHEAUX, Aurélien LECACHEUR, Édith LEROUX, Nicolas BERTIN, Isabelle CREVEL, Thierry GOUMENT, Jean-Pierre LAURENT, Catherine OMONT, Aliké PERENDOUKOU, Philippe QUERNE, Virginie VANDAELE, Corinne CHOUQUET, Laurent GILLE, Nicole LANGLOIS, Agnès MONTRICHARD

### **Excusé(e)s ayant donné pouvoir : 5**

Sylvain CORNETTE donne pouvoir à Jérôme DUBOST  
Jean-Luc HEBERT donne pouvoir à Nicolas SAJOUS  
Aline MARECHAL donne pouvoir à Fabienne MALANDAIN  
Virginie LAMBERT donne pouvoir à Nicole LANGLOIS  
Arnaud LECLERRE donne pouvoir à Agnès MONTRICHARD

### **Excusé(e)s / Absent(e)s : 1**

Damien GUILLARD

### **Secrétaire de séance**

Aurélien LECACHEUR est désigné Secrétaire de séance

# CONSEIL MUNICIPAL DU 15 mai 2023

Envoyé en préfecture le 19/05/2023  
Reçu en préfecture le 19/05/2023  
Publié le  
ID : 076-217604479-20230517-M\_DL230515\_044-DE



**M\_DL230515\_044**

## RESSOURCES HUMAINES - REGLEMENT DU TEMPS DE TRAVAIL - HEURES SUPPLEMENTAIRES ET AUTORISATIONS SPECIALES D'ABSENCE - FIXATION - AUTORISATION

**M. Jérôme DUBOST, Maire** - Les règles relatives au temps de travail dans la fonction publique territoriale sont précisées par le décret n° 2000-815 du 25 août 2000, relatif à l'aménagement et à la réduction du temps de travail dans la fonction publique de l'Etat, rendu applicable aux agents territoriaux par l'article 1er du décret n°2001-623 du 12 juillet 2001.

L'article 1er du décret n° 2000-815 du 25 août 2000 dispose que la durée du travail effectif est fixée à 35 heures par semaine.

Dans ce contexte, il appartenait à chaque collectivité de délibérer afin de fixer son temps de travail annuel ainsi que les modalités de gestion du temps de travail pour l'ensemble des effectifs.

C'est ainsi qu'en 2002, la Ville de Montivilliers a défini un protocole sur l'aménagement et la réduction du temps de travail, et que plusieurs avenants ont par la suite été adoptés afin de définir à la fois pour certains services des sujétions applicables à leurs spécificités professionnelles et afin de déterminer les autorisations spéciales d'absence pour l'ensemble des agents de la collectivité.

Suite à la parution d'une circulaire en date du 31 mars 2017 relative à l'application des règles en matière de temps de travail dans les trois versants de la fonction publique, rappelant la nécessité pour les employeurs publics d'être en conformité avec la durée légale du travail établie à 1607h, la Ville de Montivilliers a été enjointe par la Chambre Régionale des Comptes lors d'un contrôle datant de 2018 de mettre en place les 1607 h dans la collectivité au plus tard pour le 1er janvier 2020.

Dans le même temps, la loi n°2019-828 du 6 août 2019 sur la transformation de la fonction publique a rappelé dans son article 47 l'obligation pour les collectivités territoriales de délibérer pour définir les règles relatives au temps de travail de leurs agents.

La délibération de la Ville de Montivilliers en date du 9 décembre 2019 a ainsi posé le cadre général sur la mise en œuvre des 1607 heures, en prévoyant de différer dans une deuxième partie les dispositions portant à la fois sur les modalités de gestion des heures supplémentaires ainsi que les autorisations spéciales d'absence applicables pour l'ensemble des agents.

Ainsi, après plusieurs réunions de concertation avec les représentants du personnel, il a été défini le cadre général portant sur les modalités de récupération ou de rémunération des heures supplémentaires en définissant les métiers de la collectivité pouvant être impactés par la réalisation effective des heures en question.

De même, concernant les autorisations spéciales d'absence, celles-ci ont été établies par référence aux dispositions réglementaires applicables à la fonction publique d'Etat. Hormis quelques autorisations spéciales d'absence réglementées par des textes législatifs (telles que le congé paternité, le congé garde d'enfant et les jours donnés pour décès d'un enfant) toutes les autres autorisations spéciales d'absence sont laissées à l'appréciation de l'autorité territoriale. Par

conséquent, la Ville de Montivilliers entend ouvrir par le présent règlement des heures supplémentaires à ses agents par rapport à ceux en vigueur jusqu'à présent.

**Compte tenu de ces éléments d'information, je vous propose d'adopter la délibération suivante :**

#### **LE CONSEIL MUNICIPAL,**

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales,  
**VU** la directive européenne 2003/88/CE du Parlement Européen et du Conseil du 4 Novembre 2003 concernant certains aspects de l'aménagement du temps de travail,  
**VU** la loi n° 2019-828 du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique,  
**VU** le décret n° 2000-815 du 25Août 2000 relatif à l'aménagement et à la réduction du temps de travail  
**VU** le décret n° 2004-1307 du 26 novembre 2004 modifiant le décret n° 2000-815 du 25 août 2000 relatif à l'aménagement et à la réduction du temps de travail dans la fonction publique de l'Etat,  
**VU** le décret n° 2002-60 du 14 janvier 2002 relatif aux Indemnités horaires pour travaux supplémentaires,  
**VU** la circulaire du Ministère de la fonction publique, n° NOR MFPF1202031C du 18/01/2012 relative aux modalités de mise en œuvre de l'article 115 de la loi n° 2010-1657 du 29 décembre 2010 de finances pour 2011,  
**VU** la circulaire du Ministère de la fonction publique, n° NOR RDFF1710891C du 31 mars 2017 relative à l'application des règles en matière de temps de travail dans les trois versants de la fonction publique,  
**VU** la délibération en date du 9 décembre 2019 de la Ville de Montivilliers relative au temps de travail et au passage aux 1607 heures,  
**VU** l'avis du Comité Social Territorial du 14 avril 2023

#### **CONSIDÉRANT**

- Que le temps de travail des trois versants de la fonction publique doit être identique ;
- Qu'il revient à l'organe délibérant de fixer et d'organiser le temps de travail de ses agents dans le respect du cadre réglementaire ;
- Que les autorisations spéciales d'absence ne sont pas des congés et qu'il appartient à l'autorité territoriale de définir les autorisations d'absence qu'elle entend accorder à ses agents ;

Sa commission municipale n°7, Administration Générale réunie le 12 mai 2023 consultée ;

**VU** le rapport de Monsieur **Jérôme DUBOST**, Maire ;

**Après en avoir délibéré,**

#### **DÉCIDE**

- **D'adopter la partie 2 du règlement du temps de travail portant sur les heures supplémentaires et les autorisations spéciales d'absence,**
- **De déterminer les modalités régissant le paiement des heures supplémentaires pour le personnel de la Ville de Montivilliers comme précisé dans ce règlement,**
- **De fixer la liste des autorisations spéciales d'absence applicables à l'ensemble du personnel de la Ville de Montivilliers comme précisé dans le présent règlement.**

**Imputation budgétaire**  
Exercice 2023  
Budget principal  
Sous-fonction et rubrique : chapitre 12  
6411/6413

**ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ DES SUFFRAGES EXPRIMÉS.**

Pour : 32

Contre : 0

*Ainsi délibéré, les jours, mois et an susdits.*

*Pour extrait conforme au registre dûment signé.*